

La nouvelle année commence à peine et une nouvelle menace pèse déjà sur un acquis social : les 35 heures.

La droite a choisi la technique de la blitzkrieg, la guerre éclair, pour détruire un maximum d'acquis sociaux avant les élections présidentielles de 2012. Après les retraites, c'est au temps de travail que s'attaque désormais le gouvernement.

Qu'on ne s'y trompe pas : ce n'est pas de compétitivité des entreprises dont il est question !

En parlant de remonter la durée légale de travail à 39 heures, c'est à notre salaire que s'attaque le gouvernement. Comme lors du passage aux 35 heures, un retour en arrière, c'est la certitude de ne pas voir les salaires augmenter en proportion de l'allongement de la durée du travail.

Recul de l'âge de départ en retraite, allongement du temps de travail, dégradation inadmissible des services publics de santé, d'éducation, de transport,... **notre pays connaît actuellement un recul de civilisation historique.**

Partout en Europe, les gouvernements imposent des plans d'austérité qui se traduisent tous par des efforts énormes demandés aux travailleurs alors que les banques et les grandes entreprises renouent avec les bénéfices et continuent de spéculer.

Ces programmes concertés et soutenus par l'Europe et par le FMI de Dominique Strauss-Kahn provoquent partout la colère des peuples.

En France, nous avons été plus de 3 millions à manifester dans les rues et 70 % opposés à la réforme des retraites. Nous représentons une force majoritaire.

Cette force a besoin de trouver une expression politique pour passer de la défensive à l'offensive.

C'est ce que proposent les communistes avec le Front de Gauche, rassemblement large de ceux qui refusent de céder au mirage libéral.

N'attendons pas 2012 pour rendre coup pour coup à la droite !

Un futur projet de loi sur la dépendance dans la continuité de la réforme des retraites

Faisant comme s'il avait gagné la bataille sur les retraites, le pouvoir accélère son train de mesures antisociales. Parmi ses projets, une "réforme" de la prise en charge de la "dépendance" est en cours.

Son financement actuel, déjà insatisfaisant, est en effet menacé, principalement par la politique même du gouvernement : l'Etat a transféré aux départements la gestion de l'APA, l'allocation personnelle d'autonomie, mais les versements de l'Etat au titre de la solidarité nationale ne suivent pas la hausse des allocataires.

La perte continue de pouvoir d'achat des retraités, 20% en moyenne depuis 1993, va être aggravée si la loi Woerth s'applique, et pèse lourdement sur les ressources des personnes âgées dépendantes. Les familles sont mises à contribution à un niveau de plus en plus insupportable.

Le gouvernement va utiliser cette situation, comme Sarkozy l'a d'ailleurs laissé entendre dans son intervention du 16 novembre 2010, pour :

- **ponctionner encore les retraités en augmentant les taux de la CSG sur leurs pensions.** Les retraités ne sont pas épargnés par le pouvoir ;
- **mettre la main sur les quelques biens que les familles, notamment les plus modestes, auront durement réussi à rassembler, avec l'extension des**

remboursements sur succession. Mesurons l'hypocrisie du pouvoir qui sape les ressources du logement social, pousse à l'accession à la propriété pour mieux saisir les logements à la fin.

- **développer un nouveau marché au profit des assurances privées : un nouveau gâchis financier.**

Le dossier de la perte d'autonomie est ainsi un moyen de faire glisser vers la prise en charge individuelle des dépenses qui devraient revenir à l'assurance maladie dans le but de diminuer les cotisations patronales.

Dans la continuité de la lutte contre la réforme des retraites, ne laissons pas passer ces projets du gouvernement !

La prévention et la prise en charge de la dépendance doivent suivre la logique vertueuse du service public.

Elle nécessite une amélioration des politiques de santé publique et des moyens accrus (ex : pour la médecine du travail, la prévention de la maladie d'Alzheimer...).

Elle nécessite un accroissement de l'offre publique de structures adaptées, de formation des aides à domicile...

C'est le moyen de lutter contre ceux qui veulent faire du profit sur le dos des invalides.

En termes de financement, la prise en charge de la dépendance doit relever de la solidarité nationale, avec un engagement de l'Etat.

PCF : 90 ans et toutes ses dents !

Deux ans après la grande boucherie qu'a été la guerre 14-18, les militants socialistes français rejoignaient en décembre 1920 à l'occasion du **Congrès de Tours** l'Internationale Communiste fondée par Lénine. Le Parti Communiste Français était né.



En 90 ans, il y a eu des hauts et des bas, des moments forts comme la lutte contre la montée du fascisme qui déboucha sur **le Front Populaire** en 1936, la **Résistance** et les acquis du **Conseil National de la Résistance** (Retraite, Sécurité sociale, droits des travailleurs, fonction publique,...) à la Libération, les luttes de **décolonisation** et contre les guerres, **mai 68**, les nombreux combats pour la **défense des acquis sociaux**,...

En 90 ans, le monde a changé, le capitalisme a évolué, s'est mondialisé et les premières tentatives de socialisme réel ont montré leurs limites.

Ce qui n'a pas changé, c'est **la permanence de la lutte des classes**, cette opposition d'intérêt entre

tous ceux qui vivent de leur travail, salariés, paysans, artisans et commerçants, et la petite minorité de privilégiés qui vit de ses rentes, de ses spéculations, sur le dos de la population.

Avec la crise, beaucoup d'entre vous se rendent compte de l'enfer que nous promet ce capitalisme financier à l'avenir : chômage et précarité, dégradation sans précédent de notre environnement, casse des solidarités et multiplication des conflits sur la planète.

Plus que jamais, **il est nécessaire de construire une alternative au monstre capitaliste**, une société centrée sur la satisfaction des besoins humains et le respect de notre écosystème, dans le respect des individus, une société débarrassée des impératifs financiers, des égoïsmes individuels. C'est le sens du combat communiste d'aujourd'hui.

Alors que la lutte de classes est plus aigüe que jamais et que patronat et droite reprennent les acquis sociaux qu'ils ont dû céder en 130 ans de luttes ouvrières, le peuple a besoin de s'unir et de relever le défi pour défendre ses intérêts et ceux de ses enfants.

Tous ceux qui veulent se battre trouveront à leur côté un Parti Communiste offensif, fier de son histoire et confiant dans l'avenir !



☐ Je souhaite être informé des activités du PCF ☐ Je souhaite adhérer :

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

PCF de l'Eure : 63 rue Saint Thomas BP 855 27 008 Evreux cedex ; Tél. : 02.32.39.46.82 ;
courriel : pcf27@wanadoo.fr ; Internet : www.27.pcf.fr